

Comme sous une bombe à fragmentation...

Plus que jamais, il faut relire le *Livre blanc pour un humanisme scolaire*¹ du SER. D'entrée, il y est rappelé que le premier but de l'école est de former, bien plus que de sélectionner. Présentée comme un lieu d'éducation, offrant très souvent la première opportunité de socialisation du jeune enfant, l'école est donc le berceau de l'organisation citoyenne.

Pierre Graber, président du SAEN



Aussi pertinent soit-il, le plaidoyer du SER peine malheureusement à s'imposer et on entend de plus en plus souvent égrenée la litanie des dysfonctionnements de l'institution.

L'intervention récente d'un journaliste belge² relayée par les réseaux sociaux en est une illustration. Il s'exprime en tant que parent et la portée de ses paroles dépasse largement son pays. «*C'est une école industrielle, d'un autre âge. Elle crée des enfants en rangs groupés, qui avancent tous à la même vitesse comme quand ils allaient à l'usine, il y a cent ans. (...) Mais le monde a changé, les usines ont fermé. Sauf qu'aujourd'hui, on forme les élèves exactement de la même façon! (...) La race a muté et l'école est restée dans les cavernes. (...) On doit former nos enfants à un monde qui n'existe pas (encore)! Arrêtons de les bassiner avec des matières, apprenons-leur des compétences.*»

Qu'apprend-on vraiment à l'école?

D'illustres pédagogues³ comme Pestalozzi ou Jacotot ont fondé leurs travaux sur la mise en action de l'enfant lui-même. Et pourtant, quand on prétend s'inspirer de leurs préceptes, on a recours à des exercices artificiels, très éloignés de la curiosité des élèves.

Au cycle 3 particulièrement, on dispense un enseignement compartimenté, éclaté, assuré par d'authentiques spécialistes de leur domaine, peu sensibles aux aspirations des enfants. L'effet en est amplifié par le nombre croissant d'enseignants travaillant à temps partiel pour préserver leur santé.

Contraints par les progressions à respecter dans des conditions toujours plus dif-

ficiles, les enseignants redoutent tout élément perturbant le déroulement habituel des leçons. Cela finit par stériliser la classe, où il n'y a désormais plus de place pour des séquences improvisées découlant de l'irruption de la vraie vie. Freinet serait effrayé d'observer la prépondérance accordée aux moyens d'enseignement (livres et cahiers). Trop souvent, l'enseignement se limite à leur usage et les autorités en viennent alors à laisser libre cours aux fantasmes: l'intelligence artificielle (l'informatique dans un premier temps) remplacera avantageusement l'enseignant ou permettra de lui confier un effectif plus lourd et plus hétérogène encore.

La liberté pédagogique est dans le coma et le pronostic vital est engagé. Pourtant, l'enseignement – ou l'éducation – n'étant pas une science, il n'y a aucune raison objective d'imposer autoritairement un schéma, une méthode, une pratique plutôt qu'une autre. D'ailleurs, chacun sait qu'un cheminement peut fonctionner et produire des résultats avec un groupe d'élèves et se révéler totalement inefficace avec un autre. L'essentiel tient en effet aux relations humaines, à la personnalité et à la posture de l'enseignant.

Au moment où chaque élève se promène avec une encyclopédie dans la poche, le sacro-saint programme est secondaire. Il s'efface sans aucun doute derrière le développement personnel des enfants, leur intégration et leur faculté à savoir vivre et construire ensemble.

¹ Publié en 2011, consultable sur le site www.le-ser.ch

² Jérôme Colin, *La Première* – RTBF, «Je suis un père déçu par l'école»

³ Voir «L'éducation en questions» sur le site: www.meirieu.com

Rencontre avec Pierre-Alain Porret, président du SAEN

Le 1er août 2018, notre syndicat préféré changera de capitaine, mais l'équipage restera pour l'essentiel fidèle au poste. Pressenti depuis quelque temps, Pierre-Alain Porret a été nommé par l'assemblée des membres, lors de la dernière journée syndicale. Le nouveau président a déjà eu l'occasion de mettre ses compétences au service du syndicat dans un passé récent: premier passage au comité cantonal il y a une décennie, puis présidence des assemblées. Dans sa nouvelle fonction, Pierre-Alain Porret sera épaulé par Brigitte Tisserand, qui prendra le relais de Kira Rothen à la vice-présidence. Avec l'appui des autres membres du comité cantonal, le SAEN sera donc en de bonnes mains.

Pierre Graber

Quel a été ton parcours scolaire?

Pierre-Alain Porret: J'ai passé mes années d'école primaire à Fresens dans une classe unique à cinq degrés avant de poursuivre ma scolarité obligatoire aux Cerisiers. L'originalité de ce parcours réside dans le passage d'une classe de campagne comptant dix à quinze élèves répartis sur cinq années scolaires à un centre régional comptant environ 500 élèves. La transition n'était pas évidente.

À la fin du gymnase (lycée), j'ai exploré d'autres voies. Mais comme le chemin menant à l'indépendance financière était plus long, j'ai décidé de tester l'enseignement... et j'y suis resté! Issu d'une famille paysanne, rien ne me prédestinait à l'enseignement. Jusqu'à mes 18 ans, toutes les vacances ont été consacrées aux travaux des champs (nous ne sommes jamais partis en famille deux jours de suite). Je n'avais donc pratiquement aucune expérience du travail avec des enfants avant de me retrouver dans mon premier stage d'entrée à l'École Normale de Neuchâtel.

Quels souvenirs as-tu gardés de ta formation à l'École Normale?

Les deux ans de ma formation pédagogique ont été une belle période. Je m'y suis très vite senti à l'aise et j'en garde de bons souvenirs. La formation était, je crois, moins technique, moins poussée qu'à la HEP, mais beaucoup plus humaniste et pratique. Le bagage théorique était plus léger, mais la plupart de nos professeurs nous ont transmis beaucoup de leur expérience de terrain et surtout de leur enthousiasme pour l'école. Je leur en suis encore reconnaissant.



Pierre-Alain Porret dans sa classe à Peseux

Comment as-tu vécu ton entrée dans la profession?

Ma première année d'enseignement a été passionnante, mais difficile. J'ai réalisé à ce moment-là la complexité de notre métier. Heureusement, j'ai été épaulé et encouragé tout au long de l'année par trois de mes collègues, qui m'ont permis de garder la tête hors de l'eau. Sans elles, cela aurait été réellement compliqué! Ce premier poste, dans le village de Cortailod, était prévu pour ne durer qu'une année. Je me suis donc retrouvé au printemps à la recherche d'un deuxième



Pierre-Alain Porret au-dessus de Fresens

engagement et les circonstances ont permis qu'en quelques semaines je sois engagé pour un travail au Nord Cameroun. J'y ai travaillé d'abord dans un internat pour les enfants missionnaires, puis comme enseignant de religion dans un lycée camerounais. Je n'avais pas du tout planifié cet épisode. Ces deux ans m'ont permis de vivre une vraie expérience sur une certaine durée et, aussi, de rentrer au pays avant de me sentir trop déphasé.

Cette parenthèse africaine a été marquante et m'a laissé des souvenirs forts. J'y ai acquis de l'autonomie et découvert une réalité très différente de la nôtre, loin des clichés qu'on s'en fait volontiers. Cela m'a obligé à prendre un peu de recul et à considérer différemment notre mode de vie occidental à mon retour.

Tu as ensuite enseigné à presque tous les degrés de l'école primaire. Comment as-tu vécu les mutations de l'école?

J'ai effectivement enseigné dans les années 3H à 7H, quelques fois avec deux degrés dans la même classe. L'apprentissage de la lecture m'a particulièrement intéressé. Je pense que c'est un des défis les plus importants. Même si je suis peut-être plus à l'aise avec les enfants un peu plus grands, j'y ai pris beaucoup de plaisir. J'ai toujours accueilli avec intérêt, mais aussi avec un peu de méfiance, les petites révolutions du monde scolaire. Je suis un «pragmatique». En effet, j'ai toujours eu besoin de tester les nouveautés et garder les éléments qui fonctionnent (ou que je suis capable de mettre en œuvre).

Même si elle a toujours un temps de retard, je constate que notre institution ne peut pas ignorer les bouleversements qui touchent la société. En 30 ans, j'ai vu défiler quelques réformes pédagogiques, didactiques et structurelles. Certaines ont laissé plus de traces que d'autres. La révolution numérique a des effets dans de multiples domaines. Elle bouleverse autant la manière de travailler que de vivre ensemble au quotidien et les enfants y sont très sensibles. L'accélération technologique nous met tous sous pression et cela se ressent dans nos classes où le stress s'est développé, rendant

les relations plus conflictuelles entre les élèves. Mais l'informatique a aussi rendu possibles bien des choses qui étaient inaccessibles il y a peu encore. Je ne voudrais donc surtout pas revenir en arrière.

Quand le syndicat a-t-il fait irruption dans ta carrière?

Quelques d'années après ma sortie des études. J'ai assez vite découvert le terme «mesures d'économie», ce qui m'a fait comprendre que l'école n'est pas toujours une priorité pour le monde politique. Puis, j'ai remarqué que les gens qui s'engagent dans un syndicat s'impliquent aussi dans leur classe et dans leur école et j'ai beaucoup reçu à leur contact. Pour moi, c'est vital de sortir un peu de mon collège. J'apprécie les échanges pédagogiques qui restent fondamentaux et les contacts avec des collègues de toute provenance. La construction de l'école romande est d'ailleurs un projet qui me tient à cœur. Je déplore enfin que la défense syndicale soit toujours plus nécessaire.

Certaines choses m'énervent parfois ou me mettent en colère. En particulier, une situation qui fait beaucoup de tort à l'école: une double exigence paradoxale imposée depuis plusieurs années. D'un côté, on exige de nous l'école de l'excellence – avec des attentes en termes de contenus, de didactique et de pédagogie toujours plus grandes. Et de l'autre, on diminue constamment les moyens qui nous sont attribués pour remplir nos objectifs, en coupant dans les subventions, en augmentant le quota horaire des élèves, en sabrant dans la formation continue, en cherchant à réformer l'école sans réel budget pour y parvenir...

Selon toi, pourquoi les jeunes se syndiquent-ils plus tardivement?

Ils ont besoin de temps pour apprivoiser leur profession. Ce n'était pas évident il y a 30 ans, ça l'est encore bien moins aujourd'hui. Peut-être devons-nous aussi leur montrer que le syndicat peut les soutenir dans leur évolution professionnelle, leur apporter aide et conseil lorsqu'ils sont en difficulté. Et puis, ce sera à eux de nous aider à inventer le syndicat de demain! La nouvelle génération utilise beaucoup les réseaux sociaux. C'est bien, mais ces contacts sont virtuels et notre métier reste bien réel et pratique. Il faut cultiver la possibilité de se retrouver entre collègues pour parler librement du fonctionnement de l'institution dans laquelle nous travaillons, pour la développer selon notre inspiration et la défendre lorsqu'elle est attaquée politiquement.

Quels objectifs vises-tu pour le SAEN?

Le syndicat est très impliqué dans plusieurs projets importants (MER, nouvelle évaluation, réforme du cycle 3, évaluation des fonctions...). Il s'agit d'abord de poursuivre les travaux engagés. Ensuite, il faut que le SAEN adapte son fonctionnement à la réalité actuelle avec l'aide de ses membres, actuels et futurs. C'est un travail d'équipe qu'il faudra mener. Chacun-e est invité à y participer!

Le comité stratégique de la HEP BEJUNE a reçu une délégation de l'Intersyndicale BEJUNE

Ayant contribué à la création de la HEP-BEJUNE et soucieuse de la qualité de la formation de nos futurs collègues, l'Intersyndicale (SAEN, SEFB, SEJ) a toujours suivi de près son évolution.

Récemment, quelques grains de sable ont perturbé les relations entre le rectorat et le comité de l'Intersyndicale. Celui-ci a donc demandé à rencontrer les conseillers d'État et ministre des trois cantons partenaires pour communiquer ses doléances et resserrer les liens entre l'institution et les syndicats. La rencontre a eu l'université de Berne pour cadre et s'est déroulée dans un bon climat. Le signal d'alerte ayant été reçu, le dialogue se poursuivra encore avant l'été. (pg)

REX: consultation in extremis

On se souvient (c'est au moins notre cas) que la cheffe du département avait promis d'évaluer le dispositif avant la fin de la première année du REX «nouvelle formule». Celle-ci impose de conduire cette période avec la classe entière, ce qui relève probablement de la mission impossible si l'on veut pouvoir assurer à la fois un renforcement pour les élèves en difficulté et apporter des compléments stimulants aux meilleurs.

Vu la proximité de la fin de l'année, la consultation s'est déroulée dans une précipitation telle que la plupart des enseignants concernés n'auront probablement pas pu être consultés par leur direction au moment de l'évaluation.

Dans sa réponse, le SAEN rappelle en outre que les seuls moments en effectif réduit sont désormais les activités créatrices et que cela s'ajoute à la disparition de la période attribuée à la formation générale (FGE). Dans ces conditions, il est difficile de relever un quelconque aspect favorable comme on nous y invite.

La consultation pourrait déboucher sur des aménagements pour la prochaine année scolaire; c'est du moins la raison de son calendrier effréné. Rappelons que le SAEN a formulé des propositions concrètes et réalistes avant la mise en œuvre. Seront-elles repêchées? (pg)

la
vigie



Égalité? Mon œil!

Quarante ans après l'arrêt Loup¹ du Tribunal fédéral, il est de bon ton d'affirmer que l'égalité salariale est réalisée dans la fonction publique neuchâteloise. Un peu facile!

En effet, très régulièrement, on observe que les hommes restent privilégiés dans presque tous les cercles scolaires. Certes, le salaire est bien le même pour la conduite d'une même classe... Mais, au cycle 2 en particulier, il est patent que la plupart des directions privilégient les profils masculins dans l'attribution des classes de 7e et 8e années. C'est assez manifeste lorsqu'il y a une situation de concurrence!

Plus de 80% des enseignants au cycle 2 sont des femmes; cela se reflète d'ailleurs à la HEP aussi. Or, selon des conceptions solidement ancrées parmi les autorités (femmes comprises), il est préférable de confier les grands élèves de l'école primaire à des hommes supposés mieux les encadrer! S'il ne faut y voir aucune velléité contre les enseignantes, on aurait tout de même souhaité que les responsables de nos établissements échappent à ce conditionnement.

De plus, comme il y a une solide différence de salaire² entre les 2 dernières années du cycle 2 et les autres, cela revient de fait à réinstaller une discrimination salariale!

Le TF précise en outre que l'employeur ne doit pas faire de différenciation de traitement entre les enseignants des divers degrés primaires pour éviter qu'ils se pressent en masse pour obtenir des classes dans le supérieur. Tiens, Neuchâtel ne violerait-il pas ces dispositions depuis cinq ans (entrée en vigueur de HarmoS pour les degrés 7 et 8)?

¹ enseignante neuchâteloise ayant fait recours contre une décision du Conseil d'État maintenant l'inégalité de traitement entre instituteurs et institutrices. Le 12 octobre 1977, la Chambre de droit public du Tribunal fédéral donna raison à l'enseignante en ratifiant le principe de l'égalité de traitement dans cette profession. Il fallut tout de même attendre mai 1979 pour que cela entre concrètement en vigueur...

² env. 4000 francs par an pour un plein temps